

Eléments de la table ronde du 5 avril 2019 organisée dans le cadre du diagnostic de cohésion sociale.

Présents : Michel Tricot chef de cabinet de la Bourgmestre ; Véronique Herman CEFOC ; Aïcha Adhaman Génération Espoir ; Marie-Thérèse Destercke habitante ; Pascale Engels SIS CPAS ; Françoise Duthu membre du comité d'accompagnement du Plan de cohésion sociale ; Steve Evrard et Etienne Scorial de la Cellule de cohésion sociale.

Les freins à la participation citoyenne et culturelle des habitants qui disposent de petits revenus

1. **Intervention de Véronique Herman, directrice du CEFOC, organisme d'éducation permanente :**
 1. Inégalités existantes et freins
 2. Facteurs/éléments qui pourraient renforcer la participation citoyenne et culturelle des personnes à petits revenus
 3. Questionnement pour la politique communale entre 2020 et 2025 par les professionnels

Intro – points d'appui :

- Habitante de Louvain-la-Neuve depuis 30 ans
- Conseillère communale et (brièvement) échevine de la culture et de la participation
- Depuis plus de 20 ans, employée dans le secteur de l'Education permanente (Cefoc)
- Travail dans des quartiers populaires à Bruxelles

Et depuis 3 ans à la Chapelle aux Sabots (groupe « Vivre et Agir à la Chapelle aux Sabots »):

- Né d'un conflit de type « choc culturel », à la demande de la Cellule de Cohésion Sociale
- Partenariat avec Génération Espoir
- Processus d'Education permanente de longue haleine, nécessité d'un travail de lien
- Petit à petit, un groupe d'habitants actifs
- Création de leurs propres activités, interpellations politiques, lien social au sein du quartier
- Visite d'une exposition, pièce au Centre Culturel

Pourquoi cette question de la participation des publics à petits revenus?

- Dans une démocratie forte, le sentiment d'appartenance, de se sentir **partie prenante** de la société est essentiel. Or,
- Les « petits revenus » : **à part**, dans une province « florissante »
- Des quartiers sociaux, physiquement **éloignés** des centres, « clos sur eux-mêmes »
- Par rapport à une offre culturelle, un sentiment que « **ce n'est pas pour nous** »

→ *Des groupes se pensent et se vivent comme « à part », « en-dehors », la Cohésion sociale est en péril*

→ *Croisement d'enjeux de justice économique, sociale et culturelle*

Une « Société de repus »...

... C'est « une société qui, au nom de la majorité démocratique qui s'accroît avec l'élargissement de la classe moyenne, exclut progressivement des bénéfices d'une démocratie participative et solidaire les minorités de conditions sociales et de comportements culturels en dessous ou en-dehors de la norme » (Galbraith)

Le tissu sociologique de notre commune est appelé à se transformer, les inégalités sociales se marquent davantage, la part relative du logement public diminue....

→ **Une responsabilité et un nécessaire volontarisme des pouvoirs publics pour ne pas devenir une « commune de repus »!**

Que disent des acteurs culturels et associatifs?

- Difficulté à concerner les personnes éloignées de la culture dans les actions régulières « dans nos murs » (Centre culturel, 2018)

- Difficulté de rassembler durablement ces personnes pour des activités de groupes (Génération Espoir, Placet, Cefoc...)
- Faible participation des personnes issues des quartiers sociaux dans des événements comme « Divers-cité », ou « Le Tour des cafés »
- Faible utilisation de l' « Article 27 »

Ce qui ressort des enquêtes de rue : plus on descend dans l'échelle des revenus,

- Moins les personnes bougent
- Moins les gens vont au concert, au théâtre, et même au cinéma
- Moins la participation citoyenne est une réalité vécue
- Plus les personnes se privent de restaurant ou de vacances
- Plus les phénomènes d'isolement sont marqués
- Peu de personnes connaissent « Article 27 »

Un risque réel de mondes séparés

- Notion de « frontière invisible » (Pascale Jamouille)
- Passer une frontière = Nécessité de « se déplacer »
- Activités « hors les murs » proposées par le Centre Culturel

→ Se déplacer plus loin?

Vous avez dit « participation culturelle »?

Deux faces :

1. Accès : aux lieux, aux œuvres, aux activités « socialement légitimes » (théâtre, concerts, musées, bibliothèques, activités organisées...)

= Face « passive », dans des lieux et temps organisés

2. Action culturelle plus informelle : participation à des activités communautaires, à des fêtes de quartiers, à des productions d'amateurs, activités comme aller au parc, dans un comité de quartier, consulter internet, lire un livre...

= « Face active », dans les lieux de vie quotidienne

Définition de l'UNESCO

Les enquêtes bien-être 2013-2015 à propos de la participation culturelle et citoyenne :

Ce que disent les habitants des quartiers

- **Une aspiration à vivre des liens positifs**
 - En famille, entre voisins, avec des amis
 - Rompre l'isolement, partager, s'entraider
 - Sortir de chez soi, voir d'autres personnes
- **Une aspiration à la proximité**
 - Des activités de proximité pendant les vacances
 - Une vie de quartier plus riche
- **Une aspiration à l'ouverture et aux loisirs**
 - Jouer, faire du sport, danser, faire de la musique
 - Bricoler, expérimenter, être créatif
 - Découvrir des endroits, des cultures, voyager, s'évader

Une logique d'éducation permanente :

Se déplacer plus loin pour...

- Rejoindre les lieux de vie des habitants qui disposent de plus petits revenus
- Partir de leurs expériences, de leurs savoirs et savoir-faire, de leurs aspirations
- Pour construire des démarches culturelles, dans une logique d'éducation permanente, qui est au cœur des Décrets (CC, CEC, MJ, Bibliothèques...)

Les freins/obstacles :

Culturels

- Les frontières invisibles fonctionnent dans les deux sens!
 - Les niveaux culturels « élevés » majoritaires dominent la demande
- l'offre est habituellement pensée à partir d'eux

Structurels

- Peu d'infrastructures décentralisées
- Des financements insuffisants pour mener des projets culturels dans tous les quartiers

Liés aux cultures professionnelles et aux modes d'organisation

- Optique de travail qui nécessite un lien avec ce public. Créer et entretenir ce lien prend beaucoup de temps et d'énergie. Nécessite une collaboration étroite avec ceux qui ont ce lien : les associations
- Cela représente une prise de risque : construire avec le public implique de ne pas savoir (ou moins savoir) où on va! Accepter le risque partagé.
- Impossible en-dehors d'une culture d'Education permanente et des savoir-faire qui en découlent

Atouts/points d'appui :

- Une option pour la participation résolument mise en avant, depuis longtemps, par la majorité communale
- Des temps de réflexion et de construction collective comme celui-ci, une pratique de la réflexivité (souligné par l'inspectrice de la Culture)
- Des infrastructures et des locaux collectifs dans les quartiers
- Des acteurs d'Education permanente très nombreux!! :
 - Associations reconnues : *Achact – les amis de la Fagne – Association des Habitants – CEFA – Placet – CETRI – Collectif des femmes – Habitat et Participation – UFAPEC – Vie Féminine – Equipes Populaires – Cefoc – Mutualités – Centre d'Action laïque...*
 - Centres d'Expression et de créativité : *Ateliers de la Baraque – Placet – Collectif des femmes – CLA – Terrain d'aventures – Ecole du cirque*
 - CCO + proximité du CCBW
 - Bibliothèques : Ottignies et Louvain-la-Neuve
 - Maison de Jeunes : Chez Zelle – Centre Nerveux
 - Point Culture
 - ... Et tous ceux qui travaillent dans une logique d'Education permanente sans en avoir le label!

Que peuvent faire les pouvoirs publics?

- Impossible, pour un pouvoir public ou un centre culturel de rejoindre-accompagner les publics de tous les quartiers!!
- Renforcer et soutenir les capacités de ceux qui ont ce contact de proximité/logique de partenariat
 - Soutenir de toutes les manières possibles le travail de l'associatif (accès aux salles, services divers, promotion...) et des mini-collectifs d'habitants
 - Mise en place de lieux de concertation et de réflexion entre professionnels dans la durée
 - Financer des formations utiles à la mise en place de logique de participation avec des publics
 - Soutenir des lieux de parole des publics pour « faire remonter » les besoins/demandes qu'ils expriment

- Soigner les lieux communautaires et les infrastructures dans les quartiers
- Assurer une visibilité aux actions qui s’y déroulent (Bulletin communal, Boussole...)

« Tenter de nouveaux chemins en se connaissant mieux les uns les autres et en cherchant de nouvelles voies d’innovation dans la société. Dépasser les lieux géographiques et les secteurs dans lesquels on travaille habituellement, entrer sur des territoires qu’on croyait réservés à d’autres, et trouver des points de croisement qu’on n’avait pas anticipés au départ » (Marc Maesschalck, La coopération basée sur le désir)

2. Autres pistes et réflexions des participants :

- L’école lieu de sélection, l’école lieu de difficultés de certains enfants, l’école lieu de partenariat.
- Réseau de bénévolat.
- Solutions de mobilité en lien avec les possibilités d’activité.
- Reconnaissance de projets propres ; développement culturel qui part de la personne.
- Créer et entretenir des réseaux de travailleurs professionnels qui puissent se mixer et se former.
- Adapter les infrastructures culturelles aux gens, à leurs attentes.
- Cohésion sociale : ne pas se focaliser sur un public ; comment travailler les frontières ? Comment travailler avec l’inertie des publics ?
- Public distant = public prioritaire pour les lieux culturels.
- Idées concrètes :
 - gratuité des stages pendant congés scolaires.
 - Yoga, gym douce, jeux, sport ... dans les quartiers.
 - Voyages en bus d’un jour.
 - Remettre en place le Grand Feu à la fin de l’hiver.
 - Festival des cultures du monde.
 - Voitures partagées, réseau de baby-sitter...